



## Énergie : les régions mobilisent l'Europe

### Éditorial

L'Assemblée générale de l'ARE 2009, organisée en Franche-Comté (F), a permis de valoriser le rôle des régions européennes sur les questions d'approvisionnement énergétique, de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de stimulation de la croissance économique. Il s'agissait du dernier grand rendez-vous international portant sur les questions énergétiques avant le Sommet de Copenhague sur la lutte contre le changement climatique qui s'est tenu du 7 au 18 décembre.

Alors que les citoyens européens subissent une hausse du chômage persistante, que les territoires sont confrontés à un amenuisement des réserves énergétiques, les questions soulevées à l'occasion de l'assemblée générale étaient marquées par leur actualité brûlante et le titre même de l'événement – « L'innovation régionale : une solution énergétique responsable pour la croissance et l'emploi en Europe » –, s'est voulu le reflet de l'urgence du changement climatique.

Ce sont en tout 600 représentants politiques régionaux et experts sur les questions énergétiques qui se sont réunis à Belfort, au cœur de la vallée de l'énergie française. Ensemble, ils ont pu passer en revue les meilleures pratiques régionales en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, mais aussi envisager des approches nouvelles pour favoriser l'innovation dans les territoires.

À ce jour, les effets de la crise économique de l'automne 2008 semblent devoir se prolonger jusqu'au moins mi-2010. Il apparaît donc indispensable de poursuivre les efforts d'élaboration de solutions adaptées au contexte de chaque région, que ce soit en termes d'économie, d'emploi ou d'environnement.

Cette approche est complémentaire d'une autre, qui s'attache à organiser la coopération entre les territoires européens à partir de leurs problématiques communes. Si l'Europe veut sortir grandie et renforcée des crises multiples qui l'affectent aujourd'hui et tenir ses engagements pour 2020, si elle veut pouvoir garantir son indépendance énergétique et préserver l'environnement pour ses citoyens, le renforcement de la coopération entre les régions doit poursuivre son essor. <

**Michèle Sabban,**  
Présidente de l'ARE  
Vice Présidente de la Région  
Ile-de-France (F)

## Un expert se félicite de la 'révolution climatique'



L'ARE rassemble le Climate Group, GE Energy et le PNUD pour s'attaquer au changement climatique et préparer COP15

**S'exprimant** en amont du Sommet des Nations Unies de Copenhague\*, Steve Howard, en réel militant du climat, a déclaré penser que ce grand rendez-vous serait « une avancée substantielle » en direction d'un accord mondial permettant de relever le défi du changement climatique. S. Howard, président du *Climate Group*, a déclaré aux délégués de l'Assemblée générale de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) que le Sommet de Copenhague représentait une opportunité unique de « se remettre en phase avec la planète ».

S. Howard a avoué un optimisme prudent pour ce qui était de l'aboutissement possible des chefs d'États du monde à un accord dans la capitale danoise. Il a quelque peu tempéré, ne s'attendant pas ce qu'un accord contraignant voie le jour immédiatement. « À Copenhague, nous obtiendrons un accord politique qui nous amènera à un traité d'ici 6 à 12 mois, » a-t-il déclaré. « Il s'agira d'un certain progrès, d'une plateforme sur laquelle nous pourrions construire. L'avenir sera très différent. Il sera meilleur si nous réussissons là-bas. »

S. Howard a parlé d'une « gigantesque accélération » en termes de politiques nationales, avec des engagements de la part du Japon, de la Chine et du Brésil. D'un côté, il a félicité le président américain Obama de son attitude face au changement climatique mais a mis en garde contre les difficultés qu'il aura à faire adopter une nouvelle législation à la Chambre des Représentants. Selon S. Howard, le monde est en train de vivre un bouleversement « plus grand que la révolution industrielle ».

Lançant un appel en direction du monde industriel à montrer la voie, S. Howard a déclaré qu'il était important de donner aux pays en voie de développement « l'espace pour grandir. Nous devons avancer le plus vite, pour approcher le zéro carbone d'ici 2050, » dit-il.

Il a également déclaré que tous les niveaux de gouvernance devaient jouer leur rôle, soulignant que le changement n'interviendrait « que grâce à un leadership politique courageux et audacieux et des régions poussant à l'innovation. Nous avons besoin de bonnes politiques gouvernementales et de programmes d'incitation, tout comme d'innovation et d'investissements du côté des entreprises, » a-t-il ajouté.

Christophe Nuttall, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a énuméré les principaux défis à relever durant le Sommet COP15, y compris la nécessité d'atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés pour 2020. Il a déclaré : « Il nous faut considérer les acteurs locaux et régionaux comme nouveaux partenaires, car ce sont eux qui peuvent entraîner tous les autres. Nous devons donner plus de poids aux autorités locales et aux régions, pour qu'elles soient en mesure d'exercer une influence plus grande, y compris sur leurs gouvernements nationaux. Il est essentiel de mentionner les régions comme les acteurs qui mettront en œuvre les politiques adoptées. » <

\* l'issue de COP15 n'est pas encore connue à l'heure où nous imprimons ce dossier.

© ARE / Anne Fougeres 2009



L'Assemblée Générale 2009 de l'ARE a réuni 600 personnes à Belfort, Franche-Comté (F)

## Un partenariat en action

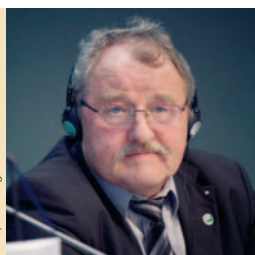
**Les régions** jouent un rôle clé pour transformer les défis énergétiques en autant d'opportunités de croissance, d'après Ricardo Cordoba. Président de la division Europe occidentale et Afrique du Nord de GE Energy, R. Cordoba a exprimé sa fierté d'accueillir l'Assemblée générale de l'ARE de cette année au siège européen de ce groupe, à Belfort, Franche-Comté (F). Le titre de la réunion, 'L'innovation régionale : une solution énergétique responsable pour la croissance et l'emploi en Europe', interpelle particulièrement R. Cordoba, qui a souligné combien le développement des énergies renouvelables pouvait aider à créer des emplois dans les régions. Ceci revêt, bien sûr, une plus grande importance encore dans le contexte de crise économique. « Je suis fermement convaincu que les régions jouent un rôle prépondérant pour trouver une issue à la crise, parce que c'est là que nous pouvons créer des emplois. Nous devons travailler main dans la main. » a-t-il déclaré. L'Assemblée générale aidera l'Europe à prendre conscience des plus grands défis énergétiques, a-t-il dit, ajoutant : « Il s'agit en même temps d'une excellente

*opportunité pour aider dans la lutte contre le changement climatique, rendre l'avenir meilleur pour nos enfants et nos petits-enfants et créer de nouvelles opportunités d'emplois. Il s'agit d'une solution gagnant-gagnant. Nous voulons en faire partie, nous en faisons déjà partie et nous sommes fiers de coopérer avec l'ARE. »*

GE est certes un groupe américain, mais R. Cordoba a souligné le caractère clairement européen de GE Energy, notamment parce que l'entreprise fournit ici des emplois à des milliers de personnes. GE emploie plus de 300.000 personnes dans le monde entier, GE Energy, quant à elle, compte 60.000 employés à l'échelle mondiale dont 18.000 en Europe. « Ma société a une partie américaine mais en même temps, nous sommes Européens. Personne ne peut prétendre que nous ne le soyons pas, » a-t-il déclaré.

Michèle Sabban, Présidente de l'ARE, s'est également félicitée du partenariat déjà bien ancré avec GE Energy, qualifiant cette société de « partenaire

*naturel* » lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux problèmes énergétiques au niveau des régions européennes. L'année passée, l'ARE et GE Energy ont lancé ensemble une Journée de l'Énergie des régions d'Europe, afin d'y faire un état des lieux des défis énergétiques et de promouvoir des solutions possibles. Cet événement sera une opportunité pour l'ARE de présenter ses solutions politiques aux problèmes énergétiques. Il impliquera des experts techniques, des spécialistes de GE Energy tout comme des décideurs, qui étudieront ensemble comment ménager les ressources énergétiques tout en garantissant la durabilité environnementale. L'ARE, de son côté, cherche à soutenir les régions en développement dans leur lutte contre le changement climatique. Par conséquent, le sommet de l'énergie des régions sera également ouvert aux régions de l'hémisphère sud, pour les mettre en contact avec les régions européennes. La première journée régionale de l'énergie aura lieu en avril et réunira décideurs politiques régionaux et experts afin d'aider les régions à relever les défis énergétiques immédiats et à venir. <



### Interview

## Håkan Sandgren

Président de la Commission 1 de l'ARE  
'Économie et Développement régional'

**ARE : Quelle est la contribution de la Commission 1 à l'Assemblée générale ?**

**Håkan Sandgren :** L'énergie est une de nos toutes premières priorités et il était inconcevable de ne pas nous impliquer dans l'organisation de l'assemblée générale de Belfort. En septembre, nous avons organisé une vaste consultation parmi nos membres sur leurs politiques d'énergies durables. Les résultats de cette importante initiative, destinée à nous éclairer sur le paysage énergétique au niveau infranational européen, ont été présentés à Belfort. Les sources d'énergie renouvelables étant locales, nous devons comprendre les difficultés politiques, administratives, financières ou technologiques auxquelles nos régions doivent faire face. Notre enquête nous donne un aperçu assez clair de la production et de la consommation énergétique dans nos régions, de leurs stratégies de promotion des sources renouvelables et de l'efficacité énergétique, et elle nous montre quelle utilisation les régions font des

fonds européens pour promouvoir le développement des marchés d'énergies vertes.

**ARE : Comment les régions européennes peuvent-elles contribuer à garantir un avenir énergétique durable ?**

**HS :** Les régions peuvent améliorer leur empreinte énergétique de trois manières principalement : en encourageant le développement des marchés d'énergies vertes ; en façonnant leurs politiques énergétiques et en encourageant une 'citoyenneté énergétique active'. La plupart des collectivités locales et régionales disposent de compétences propres pour la gestion des installations et bâtiments publics ; par conséquent, elles peuvent arriver à des résultats substantiels en ce qui concerne les économies d'énergie pour des bâtiments tels que les écoles ou bâtiments administratifs. Les régions peuvent également investir plus dans les technologies vertes et redéfinir leurs critères d'attribution

de marchés publics pour favoriser les entreprises appliquant des règles environnementales plus strictes. Le comportement des habitants sur le plan de leur consommation ou économie d'énergie peut également être amélioré par le biais de campagnes de sensibilisation régionales.

**ARE : Quel est le rôle des régions pour ce qui est des enjeux énergétiques ?**

**HS :** Jusqu'à très récemment, nous pensions, à tort, que les répercussions du réchauffement de la planète ne se feraient pas sentir dans un proche avenir. Compte tenu de l'ampleur et de la gravité des risques, nous devons adopter une approche réellement innovante. L'Europe ne peut pas lutter seule contre le réchauffement climatique et l'ARE a multiplié ses efforts pour que la voix des régions soit entendue durant les négociations internationales sur le changement climatique et pour les aider à combattre plus efficacement le réchauffement climatique mondial. Lors du Sommet mondial des régions à Saint-Malo, en octobre 2008, l'ARE a signé, par exemple, un accord de partenariat avec le PNUD et huit autres organisations interrégionales, dans le but de sensibiliser et de former les autorités infranationales dans les pays en développement sur les enjeux liés au changement climatique et de les assister dans l'élaboration de 'plans climat' territoriaux.

## Les régions demandent d'avoir davantage voix au chapitre dans les négociations sur le climat

Les régions européennes ont appelé aux décideurs politiques pour qu'ils leur attribuent plus de compétences pour relever les défis climatiques. Lors de son allocution à l'assemblée générale annuelle de l'ARE, la présidente de l'organisation, Michèle Sabban, a insisté sur le fait qu'il s'agissait de « la dernière assemblée d'envergure avant Copenhague ». Elle a informé les journalistes qu'elle « porterait la voix des régions à Copenhague », qu'elle approcherait les chefs d'États réunis à Copenhague pour les encourager à prendre en compte les dispositions contenues dans l'Appel de Belfort de l'ARE.

L'appel de Belfort, adopté par les membres de l'ARE en fin d'Assemblée générale, revendique plus de compétences pour les régions pour faire face au changement climatique. Il y est stipulé : « La réponse d'ampleur qu'appelle notre crise environnementale et énergétique ne saurait en effet être le fait des seuls pays. Elle ne saurait trouver la moindre efficacité qu'en associant les régions à l'effort collectif qu'appelle le changement climatique. »

Michèle Sabban, vice-présidente d'Ile-de-France, a déclaré que l'ARE avait décidé de devenir une « pépinière d'actions... en plein cœur de l'innovation », en ajoutant que les « régions sont les territoires créateurs d'emplois ».

Klaus Klipp, Secrétaire général de l'ARE, a cité une enquête récente réalisée dans 66 régions de 24 pays, au sein de l'Europe élargie, grâce à laquelle il est apparu que 91 % d'entre elles considèrent que l'énergie sera l'une de leurs premières priorités pour les 15 prochaines années. Parmi elles, 75 % ont déjà déployé une stratégie énergétique, comprenant généralement un plan spécifique de développement des sources d'énergies renouvelables.

## De la base vers le haut



Les régions européennes présentent leurs projets dans le domaine de l'énergie

**Un projet** destiné à sensibiliser la population, lancé par Abruzzo (I), ou encore la formation de clusters environnementaux, en Hongrie du Nord : les projets les plus innovants en matière d'énergie ont été présentés à Bruxelles le mois dernier. Des conseillers régionaux et des experts en énergie se sont réunis à la représentation européenne du Nord de la Suède lors d'un dîner 'Tales from Europe / Récits d'Europe' de l'ARE, pour discuter de ce que font les régions pour améliorer l'efficacité énergétique.

Le Secrétaire général de l'ARE, Klaus Klipp, considère que ces réunions régulières doivent permettre de sortir certaines personnes de leur 'bulle bruxelloise', de lancer la discussion entre régions sur des sujets spécifiques tels que l'énergie et d'attirer l'attention sur « ce qui se passe réellement sur le terrain, dans les régions ». Il a indiqué aux participants qu'« il ne s'agit pas seulement de politique énergétique européenne ou nationales mais de ce que les régions font à leur échelle pour renforcer l'efficacité énergétique et promouvoir les énergies renouvelables. » Le débat était on ne peut plus actuel, à quelques semaines de l'Assemblée générale de l'ARE, axée sur la politique énergétique créatrice de croissance économique et d'emplois. Klaus Klipp a déclaré : « Le titre de cette Assemblée générale est 'L'innovation régionale : une solution énergétique responsable pour la croissance et l'emploi en Europe'. C'est bien de cela qu'il s'agit : l'énergie peut être un moteur de création d'emplois et d'innovation pour les économies locales et régionales. Nous souhaitons montrer ce que les régions font réellement. » Ces dîners fonctionnent bien car ils extraient les responsables de cette 'bulle bruxelloise' et leur montrent ce qui se passe vraiment sur le terrain.

Iris Flacco, directrice du département de l'énergie dans la région Abruzzo, a introduit la discussion en présentant le projet 'Energiochi'. Destiné à sensibiliser la population sur les moyens de réduction de la consommation énergétique, ce projet est une initiative conjointe du ministère de l'Éducation et

l'université L'Aquila. Applaudi par la Fédération européenne des agences régionales de l'énergie et de l'environnement, le ministère de l'Éducation italien et par la Commission européenne comme un exemple de bonne pratique, le projet est ciblé sur 12.000 jeunes âgés de 3 à 18 ans. Il comprend une série de concours régionaux destinés à identifier de nouvelles possibilités d'économiser l'énergie et de favoriser les énergies renouvelables.

Anett Ruszanov, représentante régionale de l'antenne de Hongrie du Nord auprès de l'UE, a présenté des clusters environnementaux et des clusters des industries de l'énergie. La Hongrie du Nord abrite le seul cluster environnemental reconnu à l'échelle nationale et servant de modèle pour le reste du pays. Les industries environnementales et de l'énergie sont devenues essentielles pour l'économie de Hongrie du Nord et la formation de clusters est considérée comme un moyen de créer des emplois et de protéger l'environnement.

Jan Van Den Berg, conseiller expert en énergie éolienne dans la région de Flevoland (NL), a développé le concept du projet 'Windenergy Noordoostpolder'. Ce projet consistera en une organisation faitière de neuf consortiums et plus de 100 agriculteurs qui sera constituée d'ici 2012-2013. La région souligne la nécessité du soutien et de la participation des pouvoirs publics. Si le projet réussit, il sera possible de produire 450 MW grâce à des éoliennes et l'organisation alimentera 480.000 foyers en électricité, pour obtenir une réduction de 827.000 tonnes de CO2 par an.

Kenneth Backgård, conseiller régional et président d'un projet local d'énergie, a présenté un projet pour la voiture de l'avenir et une deuxième génération de biocarburants. L'objectif de ce projet est d'utiliser les déchets de l'industrie forestière – racines, branches et arbrisseaux – pour la fabrication de biodiesel. Selon K. Backgård, jusqu'à 45 % de l'essence et du gazole sont déjà remplacés en Suède par les carburants de deuxième génération, produits par les dérivés de l'industrie forestière. <



Les membres de l'ARE adoptent l'Appel de Belfort

# La glace n'est que mince et fragile

**Il a gravi** l'Everest et traversé le Sahara, et les merveilles de la nature n'ont rien d'inconnu pour l'explorateur Bernard Voyer. Il est aujourd'hui particulièrement inquiet de la fonte des glaces arctiques, sans oublier les immenses dégâts que causent les changements climatiques pour les communautés dans les régions les plus nordiques de notre planète.

B. Voyer, l'un des premiers intervenants de l'Assemblée générale de l'ARE, est né en 1953 à Rimouski, ville canadienne dans l'est du Québec. Il a toujours été explorateur, enfant en s'aventurant en forêt ou, adolescent, lorsqu'il implorait son père de le laisser entreprendre des voyages en canoë pour se rendre à l'île voisine de Saint-Barnabé. À l'âge de 17 ans à peine, il escalada les Montagnes Rocheuses canadiennes jusqu'à une altitude de 3.000 mètres, pour explorer ensuite le Pôle Nord, le Pôle Sud et l'Everest.

Aujourd'hui, le réchauffement climatique menace de supprimer à jamais les lieux les plus spectaculaires de notre planète. B. Voyer en appelle à tous à être responsables et à chacun de contribuer à protéger l'environnement. « *Je crois que nous devons tous agir, partout dans le monde, pour relever ce défi gigantesque auquel nous faisons face,* » dit-il. « *Lorsque nous parlons du réchauffement de la planète, cela signifie qu'il nous faut une réflexion globale et une action mondiale.* » B. Voyer est absolument convaincu que les solutions doivent venir de toutes les parties de la société – et qu'elles ne doivent pas être confiées aux grandes entreprises ou aux seuls gouvernements. « *Nous ne devons pas attendre nos gouvernements et grandes entreprises. Nous devons agir, chacun et tous* » a-t-il insisté.

B. Voyer constate que l'impact du changement climatique est le plus perceptible dans la région arctique, qu'il a explorée au cours des trente dernières années. « *Ce qui se passe dans l'Arctique est terrible,* » raconte-t-il. « *J'y ai vu la glace fondre si rapidement sur l'océan. Elle avait encore quelque 2 mètres d'épaisseur lorsque j'ai fait ma première expédition il y a 30 ans et elle n'en a plus que 1,5 m aujourd'hui. Un voyage au Pôle Nord est devenu plus dangereux et je discute des enjeux avec les Inuits et de nombreux habitants. Le changement climatique a fait que les habitants de l'Arctique ont perdu leurs repères saisonniers,* » constate B. Voyer, ajoutant : « *ils perdent le calendrier par lequel ils survivent.* »

À la veille du Sommet mondial du climat à Copenhague, où se rencontrent les chefs d'États pour essayer de trouver un successeur au protocole de Kyoto, Bernard Voyer a souligné l'importance de parvenir à un accord mondial. « *Il est possible de parvenir à un accord mondial sur l'environnement,* » affirme-t-il. « *Mais je ne crois pas qu'une seule personne ou un seul pays en décidera. Il faut qu'il y ait une immense vague, comme un ouragan. Nous ne savons jamais d'où est parti l'ouragan mais il arrive en force.* »

Chacun devra changer ses habitudes pour préserver les ressources naturelles et trouver des formes plus durables de production d'énergie, ce qui ne signifie pas pour autant revenir en arrière et se priver du confort et des agréments du monde



**L'explorateur international Bernard Voyer décrivant la beauté et la fragilité de notre planète**

moderne. « *Je ne suis ni contre les voitures ni contre le pétrole – j'ai une voiture et je l'utilise. Je ne veux pas revenir à l'époque où nous utilisions des chevaux. Mais notre mode de vie signifie que nous aurons besoin de plus en plus d'énergie.* » Le seul moyen pour régler le problème du déficit en énergie est d'apprendre à « *vivre confortablement avec moins d'énergie* », dit Bernard Voyer, en ajoutant que ceci signifiait de dire 'non' aux centrales nucléaires.

Devant les experts en énergie, les représentants politiques régionaux et les décideurs de l'UE venus à Belfort pour discuter des enjeux énergétiques majeurs qui se présentent au monde, B. Voyer a lancé un appel pour une plus grande accessibilité à l'information à l'échelle mondiale. De l'éducation des enfants à l'école à la formation des ingénieurs à l'université, il s'agit de doter le monde d'une base de connaissances permettant de protéger la planète, tout en répondant aux besoins sans cesse croissants des êtres humains en énergie. La science suggère qu'il est peut-être trop tard pour empêcher une augmentation moyenne de la température mondiale de deux degrés – point crucial à partir duquel les changements climatiques peuvent devenir catastrophiques. Face à de telles évidences, Bernard Voyer est convaincu que le monde saura lancer des actions positives. « *C'est maintenant qu'il faut agir,* » insiste-t-il. « *Nous n'avons plus le temps de réfléchir au réchauffement mondial et de l'étudier. Tant de recherches ont déjà été faites. Maintenant, nous savons, maintenant, nous devons agir.* » <



**AER - ARE - VRE Dossier**  
**Énergie : les régions mobilisent l'Europe**  
**Automne 2009**

Dossier thématique de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE)

**Directeur de la publication** - Klaus Klipp  
**Rédacteur en chef** - Richard Medié  
**Rédaction** - Martha Moss  
**Assistante de la rédaction** - Francine Huhardeaux  
**Traduction** - Ursula Gerstenmaier (F & D)  
**Conception et mise en page** - Agence Contexte – F-67100 Strasbourg  
**Impression** - OTT Imprimeurs – F-67310 Wasselonne  
**Tirage** (en trois langues): 6 000 ex.  
*Reproduction autorisée avec mention de la source*  
Novembre 2009

**ARE www.aer.eu**  
**Secrétariat Général**  
6 rue Oberlin – F-67000 Strasbourg  
Tél. : + 33 3 88 22 07 07  
Fax : + 33 3 88 75 67 19  
E-mail : secretariat@aer.eu

**Bureau à Bruxelles**  
Boulevard Baudouin 12 – B-1000 Bruxelles  
Adresse postale :  
2 Place Saintette – B-1080 Bruxelles  
Tél. : + 32 2 421 85 12  
Fax : + 32 2 421 83 69  
E-mail : aer.brussels@aer.eu

